



Le Collectif InterHôpitaux appelle tous les personnels hospitaliers, associations de malades, populations des territoires, à rejoindre la mobilisation du 4 décembre à Paris et en régions pour la défense des hôpitaux publics

Depuis un an et demi, après la première vague de la pandémie de COVID, l'hôpital public a subi le retour d'un fonctionnement anormal. Les besoins de santé passent à nouveau après l'équilibre budgétaire.

Les personnels hospitaliers s'étaient mobilisés et avaient fait face à la crise sanitaire, alors soutenus par une population solidaire. Mais l'exigence légitime d'un fonctionnement hospitalier respectueux de tous, soignés et soignants, promise au cœur de la crise, a été oubliée. Les lits ont continué à être fermés pour respecter des injonctions financières, maintenant ils le sont faute de personnel. Car les conditions de travail font fuir : intensification du travail et de sa pénibilité, incessants changements horaires ou de service, imposés aux agents, rappels sur les repos ou congés. Les patients attendent des hospitalisations faute de lits. L'accompagnement des malades en cours d'hospitalisation devient inhumain : il y a en France un.e infirmier.e pour 12 à 15 patients, quand en Californie ou en Suisse elles sont une pour 4 à 6.

Ecoeurés les personnels hospitaliers préfèrent quitter l'hôpital. Dans de nombreux hôpitaux, des services ferment totalement ou partiellement, faute de personnels. Des lignes de SMUR, des services d'urgences sont suspendus parfois plusieurs jours. Hospitaliers et hospitalisés constatent l'étendue de la catastrophe. L'accès aux soins est désormais périlleux sur une grande partie du territoire.

Plutôt que le déclenchement d'un plan blanc permanent, le CIH demande au gouvernement des annonces immédiates pour endiguer les départs de personnels et mieux soigner les patients

- Un programme d'embauche : il faut 100 000 infirmier.es en 3 ans
- L'augmentation du nombre d'instituts de formation en soins infirmiers, du nombre de formateurs et du nombre de places dans ces instituts.
- La fin de l'hôpital-entreprise : limitation de la tarification à l'activité (T2A) aux activités de soins programmées et standardisées avec des tarifs correspondant aux coûts moyens.
- La garantie d'horaires et de service de rattachement stables
- Des conditions de travail décentes, des ratios de personnel se rapprochant des exigences de qualité et sécurité des soins
- Un remplacement des personnels absents (arrêts maladies, maternités, vacances...)
- Une revalorisation des salaires à la hauteur de ceux des pays voisins
- L'association de tous, soignants et soignés, aux prises de décisions dans les hôpitaux et dans les régions.
- La suppression des strates administratives non pertinentes pour le support aux soins.

La catastrophe était annoncée, elle est là. Le gouvernement doit agir

Le CIH appelle toute la population à manifester le 4 décembre 2021